

FAIRE AFFAIRE

www.tpsgc.gc.ca/fa

avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

**Lancement du Programme
de laissez-passer pour les
transports en commun**

Les employés embarquent



Dans ce numéro



TPSGC, un intervenant clé dans le budget de 2005	.....Page 3
Les normes d'aménagement permettent de réaliser des économies	.....Page 4
Élimination des frais d'abonnement pour assurer un accès équitable aux marchés fédéraux	.....Page 6
Achats écologiques	.....Page 7
L'avenir des achats du gouvernement du Canada	.....Page 8
Faire profiter le monde entier de notre expertise en matière de gouvernement électronique	.....Page 10
Lancement du Programme de laissez-passer pour les transports en commun : Les employés embarquent!	.....Page 12
Un partenariat marque un nouveau chapitre en matière de service	.....Page 13
Les Amis des troupes canadiennes du maintien de la paix	.....Page 14
Le savoir-faire de TPSGC : De quoi plaire aux chevaux les plus célèbres du Canada	.....Page 16
Le centre d'apprentissage Michelle-Comeau : Une nouvelle ère placée sous le signe de l'accessibilité	.....Page 18
Le Musée canadien de la guerre et le Parlement unis par le cuivre	.....Page 20

Faire affaire est le bulletin d'information externe de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

On peut avoir accès également à ce bulletin électroniquement à l'adresse suivante : www.tpsgc.gc.ca/fa afin de tenir les clients et les parties intéressées au courant de toutes les facettes des activités du Ministère.

Si vous souhaitez recevoir *Faire affaire* régulièrement, remplissez la carte-réponse affranchie. Vous pouvez aussi présenter une demande d'abonnement par Internet en consultant l'adresse suivante : www.tpsgc.gc.ca/fa/text/subscribe-f.html

Pour des questions autres que l'abonnement, communiquez avec :

Sharon MacMillan, Rédactrice
Faire affaire avec TPSGC
Services ministériels, ressources humaines et communications
TPSGC
16A1, Place du Portage, Phase III
11, avenue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Télécopieur : (819) 956-0573
Courriel : questions@tpsgc.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (2005)

ISSN 1201-7450



TPSGC souhaite la bienvenue au nouveau sous-ministre délégué



M. François Guimont s'est joint à TPSGC en tant que sous-ministre délégué en janvier 2005 et il assure depuis un leadership et une vision solides pour le plus grand fournisseur de services d'approvisionnement, de biens immobiliers, d'infotechnologie, de traduction et de consultation du gouvernement du Canada.

M. Guimont a commencé sa carrière dans la fonction publique fédérale à Yellowknife, en 1982, au ministère maintenant appelé Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC). De 1988 à

1999, il a occupé plusieurs postes à Environnement Canada, où il était responsable de l'élaboration de politiques et de questions opérationnelles.

Avant d'arriver à TPSGC, M. Guimont a été commissaire délégué de l'Agence des douanes et du revenu du Canada (qui s'appelle maintenant l'Agence du revenu du Canada). Il a auparavant occupé les fonctions de secrétaire adjoint du Cabinet pour la Politique du développement économique et régional au Bureau du Conseil privé.



TPSGC, un intervenant clé dans le budget de 2005

Le budget de 2005 améliore fondamentalement le rôle du gouvernement puisque près de 11 milliards de dollars en économies cumulatives au cours des cinq prochaines années seront réinvestis dans des priorités qui sont les plus importantes pour la population canadienne. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) travaillera en collaboration avec l'ensemble des ministères et des organismes pour réaliser une partie de ces économies, soit plus de 3,4 milliards de dollars — plus du quart de l'objectif du gouvernement.

Les économies seront réalisées par des achats plus judicieux et une meilleure gestion de nos locaux à bureaux, deux initiatives qui font partie du programme de transformation majeure de TPSGC — *Les prochaines étapes*. Il s'agit d'une stratégie de grande envergure qui vise à offrir des services de façon plus judicieuse, plus rapide et plus économique, tout en renforçant certains des principes fondamentaux d'une saine gestion publique.

Dans ce numéro de *Faire affaire*, on présente certains des objectifs de notre initiative *Les prochaines étapes*, dont plusieurs sont déjà réalisés dans des secteurs clés comme l'immobilier, l'approvisionnement et la technologie de l'information. Nous avons pu ainsi :

- faire une utilisation plus efficace des locaux à bureaux en s'assurant que l'espace total moyen utilisé par employé du gouvernement soit plus conforme aux pratiques du secteur privé (page 4).
- encourager les petites et moyennes entreprises en rendant l'accès aux occasions de conclure des marchés avec le gouvernement plus simple et plus économique (page 6).
- être un chef de file mondial dans le domaine des achats écologiques en aidant tous les ministères gouvernementaux à acheter des biens et des services respectueux de l'environnement (page 7).
- faire des achats plus judicieux en simplifiant et en renforçant nos activités d'approvisionnement (page 8).
- accroître notre réputation à l'échelle internationale en tant que chef de file en matière de cybergouvernement (page 10).
- réduire les émissions de gaz à effet de serre en encourageant les employés fédéraux à utiliser les transports en commun (page 12).

La portée de l'initiative *Les prochaines étapes* est vaste. Nous sommes résolus à transformer TPSGC et à diriger les efforts du gouvernement pour moderniser la façon dont il mène ses activités. À mesure que notre stratégie se développe, nous continuerons à consulter les autres ministères et organismes pour pouvoir obtenir les meilleurs services pour la population canadienne, au meilleur rapport qualité-prix pour les contribuables.

Scott Brison
Ministre de TPSGC

Les normes d'aménagement permettent de réaliser des économies

Dans le cadre du plan du gouvernement du Canada visant à réduire ses dépenses en biens immobiliers, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a amélioré sa procédure de gestion des locaux à bureaux du gouvernement. À titre de locateur du gouvernement du Canada, le Ministère fournit des locaux à 210 000 fonctionnaires et gère, à l'échelle du pays, quelque 5,7 millions de mètres carrés de superficie en ce qui a trait aux locaux à bureaux loués ou appartenant à l'État. Le budget de 2005 engage le gouvernement du Canada à réaliser des économies de 925 millions de dollars sur cinq ans relativement à notre programme de biens immobiliers.

Grâce à son initiative concernant les normes d'aménagement, TPSGC contribue à réduire les coûts liés à l'aménagement de locaux à bureaux à vocation générale pour les clients du gouvernement du Canada. L'aménagement des locaux à bureaux représente le deuxième poste de dépenses d'administration le plus élevé après la rémunération des employés. Les économies réalisées seront affectées à des dossiers davantage prioritaires comme les soins de santé et l'environnement.

Alphonse Cormier, sous-ministre adjoint de la Direction générale des biens immobiliers, TPSGC, déclare qu'une diminution des locaux personnalisés au profit d'une application rigoureuse des normes universelles d'aménagement des locaux à bureaux permettra au Ministère de réaliser des économies pour les contribuables canadiens. « Nous avons renforcé nos contrôles financiers tout en maintenant notre réputation pour l'excellence du service que nous fournissons à nos ministères clients. »

Il faudra appliquer, conformément à cette initiative qui a été lancée en juin 2004, les normes d'aménagement de façon uniforme à l'échelle de tous les ministères fédéraux. « TPSGC a élaboré des modèles normalisés en ce qui a trait aux postes de travail des employés, aux bureaux, aux salles de conférence, aux salles de réunion et aux cuisinettes », déclare M. Cormier.

« Les clients auront toujours droit à un service de qualité exceptionnelle », assure M. John Shearer, sous-ministre adjoint de la Direction générale de l'intégration des services, TPSGC.

« L'initiative concernant les normes d'aménagement profite à tout le monde. La rationalisation du processus d'aménagement signifie que les clients peuvent s'attendre à ce que les travaux d'aménagement des locaux soient faits dans les plus brefs délais, que les coûts qui y sont associés soient faciles à prévoir et que les méthodes et les responsabilités soient mieux définies », déclare M. Shearer.

« Nous avons modifié les normes d'aménagement afin qu'elles répondent à des critères de qualité moyenne, critères qui pourront satisfaire nos clients du gouvernement, tout en tenant compte des compressions budgétaires du Ministère », déclare M. Brian Seaby, directeur général du Secteur de la gestion des locaux et du portefeuille, TPSGC.

« Cette initiative vise à fournir un service uniforme et équitable. Elle représente un message clair et positif de l'engagement du gouvernement à agir avec prudence et probité en ce qui a trait à l'argent des contribuables », déclare M. Seaby.

Si vous désirez plus de renseignements concernant les services de gestion des locaux, veuillez communiquer avec John Shearer, par courriel à john.shearer@tpsgc.gc.ca, ou par téléphone à (819) 956-2871.

Si vous désirez plus de renseignements sur l'initiative touchant les normes d'aménagement, veuillez communiquer avec Brian Seaby, par courriel à brian.seaby@tpsgc.gc.ca, ou par téléphone à (819) 956-6304.

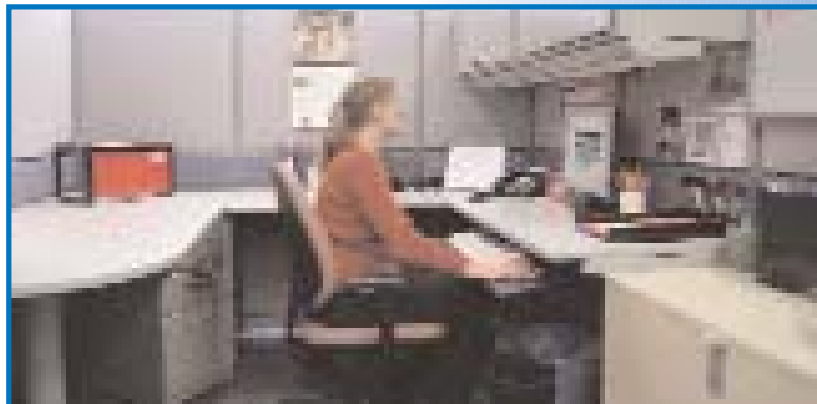


Schéma du poste de travail d'un employé

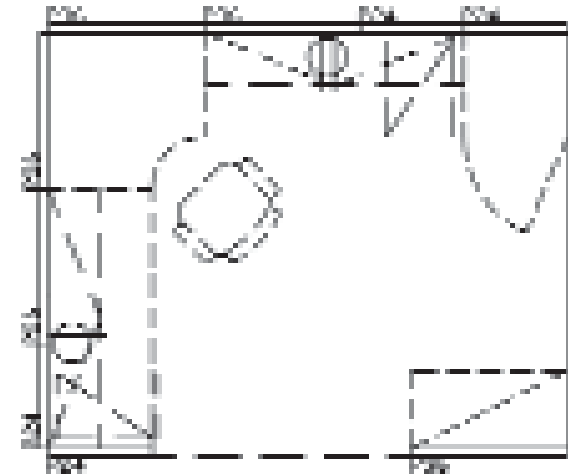


Schéma d'un autre poste de travail d'un employé

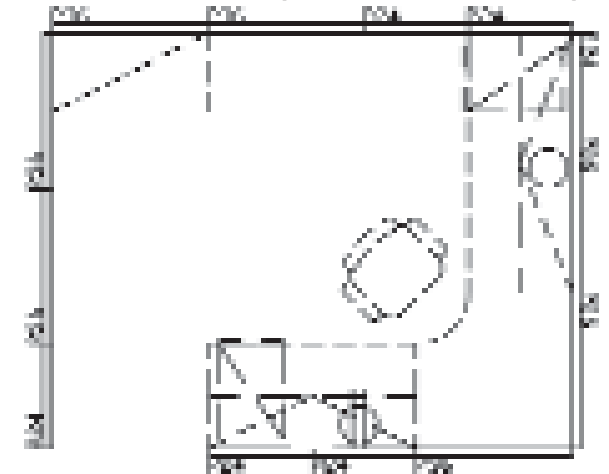


Schéma de postes de travail groupés

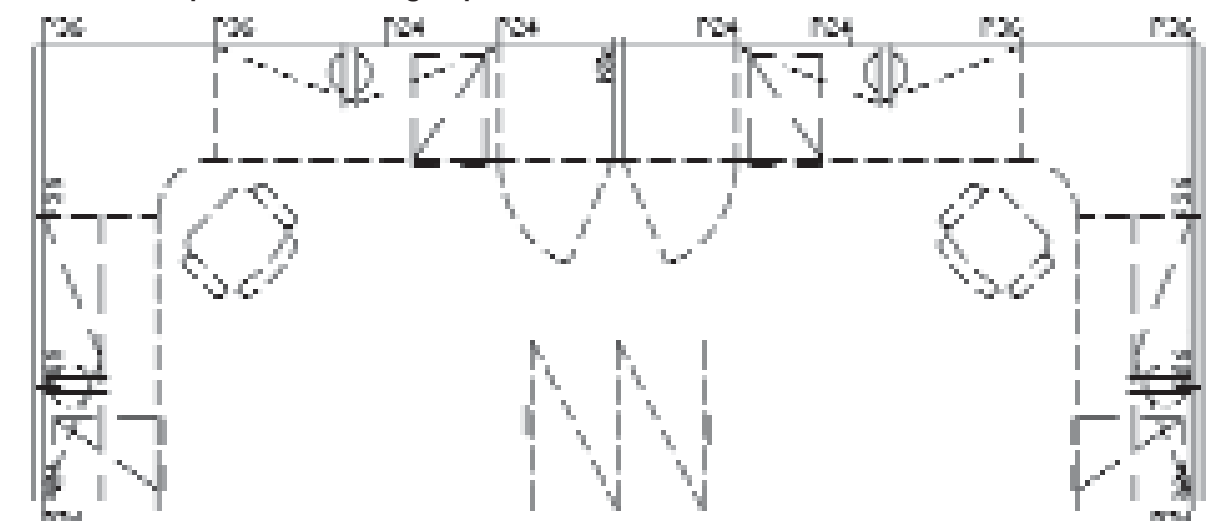
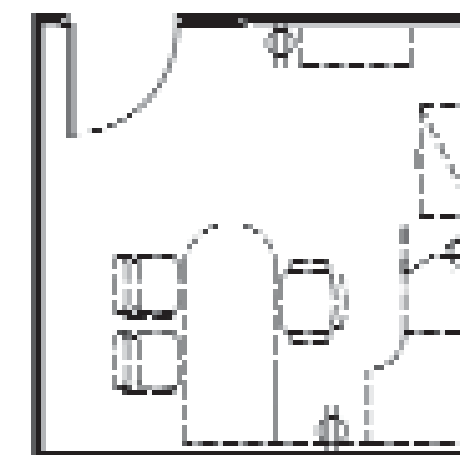
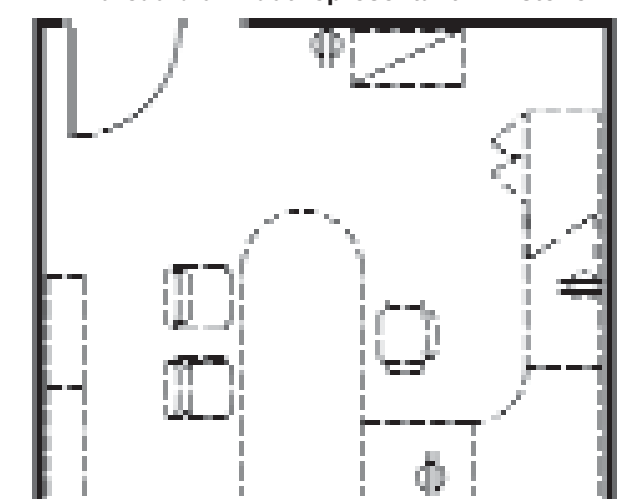


Schéma d'un bureau de direction



Bureau d'un haut représentant ministériel



Les employés du gouvernement peuvent visiter l'adresse <http://publiservice.tpsgc.gc.ca/fitup/text/index-f.html> s'ils désirent voir plus d'exemples

Élimination des frais d'abonnement pour assurer UN ACCÈS ÉQUITABLE aux marchés fédéraux

Il est maintenant plus facile de faire des affaires avec le gouvernement du Canada (GC).

À compter du 1^{er} avril 2005, les fournisseurs qui sont à la recherche d'occasions de conclure des marchés avec le gouvernement du Canada n'auront plus besoin de verser des frais d'abonnement pour accéder au Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG), l'outil que le GC utilise pour communiquer des projets de marché aux soumissionnaires éventuels et qui est accessible à partir du site Web de MERX, à l'adresse suivante : www.MERX.com.

Selon Scott Brison, ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et ancien entrepreneur, l'élimination des frais témoigne de l'engagement du GC à appuyer les petites entreprises du Canada et l'entrepreneuriat. « Je suis fermement convaincu que l'accès électronique aux projets de marché du gouvernement doit être libre et moins coûteux pour les entreprises, surtout les petites et moyennes entreprises du Canada », indique le ministre Brison.

On a éliminé les frais en vue de favoriser la croissance au sein de cette catégorie d'entreprises du Canada, qui aident à positionner le pays comme chef de file de l'économie mondiale. Grâce à l'élimination des frais, tous les fournisseurs peuvent avoir accès gratuitement à des milliers d'occasions de conclure avec le GC des marchés dont la valeur annuelle s'élève à des milliards de dollars.

L'amélioration du SEAOG n'est qu'un seul aspect de la stratégie d'« achats plus judicieux » que TPSGC a adoptée afin d'améliorer sa façon d'acheter des produits et des services pour le gouvernement. L'objectif ultime consiste à offrir un système d'achat plus rapide, plus simple et plus économique.

Plus d'information sur le SEAOG

Le SEAOG est un élément important de la vision globale du GC visant à positionner le Canada comme chef de file mondial en matière de commerce électronique. Ce service, ainsi que le Marché en direct du gouvernement du Canada, est un élément clé du programme fédéral de la Chaîne d'approvisionnement électronique.

Les marchés publics fédéraux diffusés au moyen du SEAOG comprennent la plupart des marchés de produits et de services dont la valeur est supérieure à 25 000 \$, les marchés de construction dont la valeur est supérieure à 100 000 \$ et les marchés de services d'imprimerie dont la valeur est supérieure à 10 000 \$. De manière générale, 1 500 marchés sont diffusés en tout temps sur le SEAOG.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre d'information de Contrats Canada par courriel, à l'adresse ncr.contratscanada@tpsgc.gc.ca, ou par téléphone, au (819) 956-3440 ou au 1 800 811-1148.

Achats écologiques



Le Ministère qui consacre 10 milliards de dollars par année à l'acquisition de biens et de services de toutes sortes, allant des vaccins contre la grippe jusqu'à l'achat d'hélicoptères, est également le chef de file mondial en matière d'achats écologiques, c'est-à-dire l'achat de biens et de services respectueux de l'environnement.

En achetant des produits écologiques comme de l'équipement de bureau éconergétique, du papier recyclé et des véhicules à carburant de remplacement, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) aide le gouvernement du Canada à réduire sa consommation d'énergie ainsi que les émissions de gaz à effet de serre et la production de déchets. De plus, comme le Ministère est le plus gros acheteur du secteur public au Canada, son pouvoir d'achat lui permet également d'exercer une influence sur l'industrie en offrant aux fournisseurs de vrais incitatifs pour fabriquer des produits respectueux de l'environnement et pour développer de nouvelles technologies vertes.

« Comme nous effectuons des achats de toutes sortes, nous avons de nombreuses occasions de faire des achats écologiques », déclare Jane Billings, ancienne sous-ministre adjointe, Direction générale des approvisionnements. « Nous voulons établir un équilibre entre l'achat de biens et de services fondés sur le meilleur rapport qualité-prix et les achats écologiques. »

Récemment, M^{me} Billings a été l'hôte d'un forum, tenu à Ottawa, portant sur le gouvernement écologique, auxquels participaient quelque 60 acheteurs du gouvernement et fournisseurs du secteur privé. Ils s'étaient réunis pour discuter des

tendances actuelles et des décisions futures qui seront prises dans le domaine des achats écologiques.

Roy John de l'Office des normes générales du Canada, TPSGC, a décrit la manière dont TPSGC réalise des économies et protège l'environnement grâce à l'achat de cartouches de toner remises à neuf, qui sont utilisées dans les imprimantes et les photocopieurs. Le processus de remise à neuf consiste à nettoyer et à réparer les douilles de cartouches usées, ainsi qu'à y ajouter du toner, pour ensuite les revendre. « Si elles n'étaient pas réutilisées, les douilles de cartouche iraient dans un site d'enfouissement et contamineraient l'air et l'eau souterraine, » déclare M. John, tout en insistant sur le fait qu'une cartouche recyclée peut coûter aussi peu que la moitié du prix d'une cartouche neuve.

Linda Jellicoe, chef d'équipe d'approvisionnement de TPSGC chargée de superviser l'achat d'imprimantes, de photocopieurs et de télécopieurs, explique comment elle intègre directement dans le processus d'approvisionnement des mesures visant à protéger l'environnement. « Lorsqu'on évalue un produit pour déterminer s'il représente le meilleur rapport qualité-prix, nous prenons également en considération les répercussions environnementales de ce produit en tenant compte de son cycle de vie, déclare M^{me} Jellicoe. Toutes les étapes liées au cycle de vie d'un produit, soit l'extraction initiale de la ressource, la fabrication, l'emballage et l'élimination, ont des répercussions sur l'environnement. » L'équipe de M^{me} Jellicoe a établi un processus de sélection qui lui permet de payer plus cher pour des produits de

fournisseurs qui ont mis en place des programmes responsables en matière de protection de l'environnement. Elle ajoute que l'achat de produits dont la fabrication tient compte de la protection de l'environnement, tels que la certification EnergyStar et la capacité d'imprimantes d'imprimer des copies recto-verso, ainsi que l'achat de produits réutilisables ou recyclables, seront éventuellement obligatoires.

Au forum, le brigadier général de la Défense nationale, Peter J. Holt, a encouragé l'adoption permanente de pratiques en matière d'achats écologiques. « Nous sommes plus respectueux de l'environnement et nous adoptons plus de solutions novatrices dans l'exercice de nos activités que beaucoup d'autres pays », a déclaré le général Holt, responsable de l'élaboration de la politique sur les achats écologiques effectués par la Défense nationale. « Il faut absolument trouver de meilleurs moyens d'exercer nos activités et contribuer davantage au développement durable. »

Le budget de 2005 respecte les engagements du gouvernement du Canada visant à écologiser ses activités et à contribuer à son programme de développement durable.

Vous pouvez visiter le site du Réseau des achats verts à l'adresse suivante : <http://publiservice.gc.ca/partners/green/>

Si vous désirez plus de renseignements sur les activités de TPSGC relatives aux achats écologiques, veuillez communiquer avec Christine Cowan, gestionnaire de la politique intérieure, par courriel à christine.cowan@tpsgc.gc.ca, ou par téléphone au (819) 956-6497.

L'avenir des achats du gouvernement du Canada



L'honorable Walt Lastewka
Secrétaire parlementaire, TPSGC

Chaque année, le gouvernement du Canada consacre environ 13 milliards de dollars à l'achat de biens et de services pour appuyer la prestation de ses programmes et de ses services. Au début de l'année 2004, l'honorable Walt Lastewka, secrétaire parlementaire de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), a commencé un examen des achats de l'ensemble du gouvernement qui visait à améliorer le système d'approvisionnement en se fondant sur une meilleure utilisation des deniers publics, une saine gestion et la réduction des coûts. Le budget de 2005 engage le gouvernement du Canada à réaliser des économies de 2,5 milliards de dollars sur cinq ans relativement à l'achat de biens et de services.

M. Lastewka nous fait part de ses idées concernant les avantages énormes que représente une amélioration du système d'approvisionnement, lequel profitera au gouvernement et à la population canadienne. Ses recommandations du rapport final ont été prises en compte dans le budget fédéral 2005. Pour plus de renseignements sur le rapport final, consultez l'adresse Web suivante : www.tpsgc.gc.ca/prtf.

On a dit que votre examen des achats représentait l'examen le plus approfondi qui a été réalisé depuis plusieurs décennies en ce qui concerne les achats du gouvernement. Quelle était la portée de l'examen?

Il s'agit de l'examen le plus exhaustif jamais réalisé depuis 40 ans en ce qui concerne les achats du gouvernement. Grâce à l'appui d'un groupe de travail interministériel spécialisé, nous avons analysé des données et examiné des pratiques exemplaires du gouvernement, du secteur privé, des milieux universitaires et d'autres administrations. Nous nous sommes également penchés sur la panoplie de mesures législatives, de politiques, de règlements et d'ententes commerciales qui ont une influence sur le processus d'achats, et ce, afin de bien comprendre leurs répercussions. Par exemple, nous avons interrogé des représentants de 17 grandes entreprises et de 13 associations commerciales, analysé 176 cas soumis au Comité d'examen des acquisitions, examiné minutieusement 112 rapports de vérification et passé en revue des pratiques exemplaires en matière d'approvisionnement adoptées par quatre pays et dix provinces.

Quelles personnes avez-vous consultées en particulier? Quels ont été leurs commentaires?

Nous avons mené de vastes consultations et tenu de nombreuses discussions à l'échelle du pays avec des fournisseurs et d'autres intervenants afin d'obtenir leurs commentaires au sujet de nos propositions, notamment notre plan visant à adopter une « approche intégrée » en matière d'approvisionnements. Nous avons également demandé à la population de participer aux discussions.

Les participants ont généralement répondu de façon positive. Les divers intervenants nous ont dit que nous étions sur la bonne voie.

Qu'entendez-vous par « approche intégrée » en matière d'approvisionnements?

Durant notre examen, nous avons conclu que ce que nous faisons maintenant, nous le faisons bien. Toutefois, nous avons aussi constaté

que notre système d'approvisionnement était désuet, car les processus d'achat sont fragmentés à l'échelle du gouvernement, c'est-à-dire que chaque ministère achète souvent le même bien ou service individuellement. Il était clair que nous devions adopter une approche mieux coordonnée et plus intégrée qui permettrait au gouvernement de tirer profit de son pouvoir d'achat et de regrouper l'achat de biens et de services qui sont communs à tous les ministères.

Grâce à une approche intégrée, le gouvernement du Canada pourra effectuer ses achats de façon plus efficace, plus uniforme et plus systématique. Cette approche permettra de réduire le coût des achats du gouvernement grâce à des économies d'échelle et à une planification stratégique à long terme. En fait, nous prévoyons réaliser, à l'échelle du gouvernement, des économies de 2,5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

Que faites-vous de la transparence et de la responsabilisation? Comment allez-vous vous assurer que le processus d'achats demeure équitable?

Comme les achats du gouvernement seront mieux coordonnés et que le système d'approvisionnement sera simplifié, il y aura davantage de responsabilisation. Toutefois, nous élaborons également des plans de gestion des biens et des services accessibles à la population, qui permettront de définir la meilleure approche à adopter pour acheter un large éventail de produits et de services de consommation courante. De plus, afin de faciliter ce processus, nous allons créer des conseils de biens et de services sur lesquels siégeront des représentants des fournisseurs et des associations de fournisseurs qui donneront des conseils sur les marchés.

Quelles seront les répercussions de ces changements sur les petites entreprises?

Nous sommes très conscients du rôle important que jouent les petites entreprises dans l'économie canadienne et nous avons pris un certain nombre de mesures afin de les appuyer. Nous allons établir un bureau spécial des petites entreprises pour permettre à celles-ci d'avoir un point d'accès en vue de faire

Des faits et des chiffres

En 2003, le gouvernement du Canada a établi 415 965 contrats et modifications valant plus de 13 milliards de dollars en biens, en services et en projets de construction.

Chaque année, les achats effectués par le gouvernement du Canada comptent pour environ le tiers du montant total que celui-ci consacre aux dépenses discrétionnaires.

des affaires avec le gouvernement. Nous allons également exiger, au besoin, que les petites entreprises puissent avoir accès aux contrats importants. De plus, comme nous l'avons fait dans le passé, nous allons continuer à utiliser des outils tels que des offres à commandes régionales afin de s'assurer que les petites entreprises de partout au pays puissent avoir accès aux marchés du gouvernement. Nous surveillerons de près les répercussions de tous ces changements et nous réglerons toutes les questions qui seront soulevées.

Maintenant que vous avez terminé votre examen, quelles sont les prochaines étapes?

Comme tous ces changements ne seront pas faits d'un seul coup, nous sommes en train d'apporter rapidement des améliorations. Par exemple, des ristournes ont permis d'économiser 16 pour cent sur le prix du mobilier. Les fournisseurs, notamment les petites entreprises, constateront rapidement qu'il est plus facile de faire affaire avec le gouvernement. Le système sera plus facile et plus simple à utiliser, et il sera moins coûteux pour les petites entreprises.

Nous avons hâte de pouvoir collaborer de près avec tous les intervenants au cours des prochaines années afin d'atteindre nos objectifs : offrir aux petits fournisseurs un meilleur accès aux marchés du gouvernement, offrir un meilleur service à la population canadienne et offrir un meilleur rapport qualité-prix pour les contribuables.



Printemps 2005

Faire profiter le monde entier de notre expertise en matière de gouvernement électronique

Des pays aussi divers que le Burkina Faso, le Japon, le Brunei et la France ont une chose en commun : l'an dernier, ils ont tous fait appel à l'expertise du Canada en matière de gouvernement électronique.

C'est à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), à titre de ministère responsable de Gouvernement en direct (GeD), que les pays s'adressent pour acquérir des connaissances dans le domaine du gouvernement électronique. En 2004, la Direction de la coopération internationale et intergouvernementale (DCI) a répondu à plus de 150 demandes formulées par des pays désirant recourir à cette expertise.

« Cette demande témoigne du rôle de premier plan que joue le Canada pour ce qui est de fournir en direct à ses citoyens les services du gouvernement et l'information sur ceux-ci », déclare Marc Fillion, gestionnaire à la Direction générale des services d'infotechnologie (DGSIT), TPSGC.

Le fait que le Canada soit classé dans des rapports indépendants comme l'un des chefs de file dans le domaine du gouvernement électronique suscite souvent l'intérêt d'autres pays à l'égard de ses conseils pratiques. Par exemple, *Accenture* a classé le Canada au premier rang pour la quatrième année consécutive.

L'an dernier, les spécialistes de la DGSIT ont présenté des exposés à 40 délégations étrangères et groupes en voyages d'études. Ils ont également participé à des activités annuelles dans le domaine de la gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI-TI), comme l'Exposition sur la technologie dans l'administration gouvernementale (GTEC), activité d'apprentissage et de réseautage organisée à l'intention du secteur public, à l'échelle nationale. Ils ont également participé au Programme de gestion stratégique de l'information, dans le cadre duquel les participants du Canada font bénéficier les pays en voie de développement parrainés et les pays en transition de leur expérience en GI-TI. D'autres directions générales de TPSGC ont présenté également des exposés traitant entre autres des aspects liés au gouvernement électronique (la Direction générale des approvisionnements a fait un exposé sur les systèmes d'appels d'offres électroniques).

« Le plus souvent, les pays souhaitent obtenir un aperçu du GeD », déclare M. Fillion. Selon lui, l'échange de connaissances à l'échelle internationale comprend de nombreux avantages. « La diffusion d'information permet de stimuler l'intérêt à l'égard de nos technologies de pointe, ce qui peut engendrer des occasions d'affaires pour les entreprises canadiennes. »

Gregory Evanik, directeur, Coopération internationale et intergouvernementale, abonde dans le même sens. « Ces interactions favorisent l'atteinte des objectifs du Canada sur le plan international. De plus, elles permettent d'aider les pays en voie de développement, de promouvoir les services et l'expertise de TPSGC à l'échelle internationale et de jeter les bases d'éventuelles ententes commerciales. »

Compte tenu de la très forte demande, l'équipe de M. Evanik doit appliquer des critères de sélection à chaque demande officielle de présentation d'un exposé par TPSGC ou de visite. De plus en plus, on encourage les délégations à faire part de leur expérience en matière de gouvernement électronique, afin que la transmission des connaissances soit bidirectionnelle.

« Nous devons travailler en collaboration avec d'autres pays, question de pouvoir nous inspirer de leur expérience, tout comme ils s'inspirent de la nôtre. Ainsi, tout le monde pourra s'améliorer », explique M. Evanik. Il donne comme exemple concret les rapports étroits qui existent entre TPSGC et son organisme homologue aux États-Unis, la General Services Administration, qui permettent l'échange des connaissances. « Nous devons constamment nous dépasser si nous voulons conserver le premier rang. »

Études sur le gouvernement électronique (2003-2004)

Classement du Canada

Accenture	1 ^{er} sur 22
Conference Board du Canada	2 ^e sur 10
Université Brown	3 ^e sur 198
Forum économique mondial et INSEAD	6 ^e sur 82
Nations Unies	6 ^e sur 190
Economic Intelligence Unit	9 ^e sur 60

Pour plus de renseignements sur les activités menées par TPSGC en ce qui concerne l'échange de connaissances à l'échelle internationale, veuillez communiquer avec Gregory Evanik en lui adressant un courriel, à l'adresse gregory.evanik@tpsgc.gc.ca, ou en composant le (819) 956-0809.

« Cette demande témoigne du rôle de premier plan que joue le Canada pour ce qui est de fournir en direct à ses citoyens les services du gouvernement et l'information sur ceux-ci. »

Marc Fillion,
Direction générale des
services d'infotechnologie,
TPSGC

En tant que chef de file en matière de gouvernement électronique, TPSGC est fier de partager son expertise avec d'autres pays du monde entier. Sur la photo (de haut en bas) certaines des plus récentes délégations, à TPSGC, de la France, de Malte, de la Chine et de la Finlande.



Lancement du Programme de laissez-passer pour les transports en commun

Les employés embarquent!

TPSGC et ses employés ont adopté une autre mesure visant à protéger l'environnement. TPSGC, ainsi que plusieurs autres ministères, ont lancé officiellement un programme fructueux qui permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre en encourageant les employés fédéraux à utiliser les transports en commun.

Pour l'instant, le Programme de laissez-passer pour les transports en commun, une initiative conjointe du gouvernement et de deux sociétés de transports en commun, ne s'adresse qu'aux employés de quelques ministères de la Région de la capitale nationale (RCN), mais des plans sont en place pour l'étendre à tous les fonctionnaires fédéraux de la RCN et en complément de programmes existants et de prochains programmes similaires.

« Je suis très fier du rôle de chef de file que joue mon ministère dans l'écologisation du gouvernement, dit le ministre Brison. Nous encourageons nos employés à faire leur part tout en profitant des avantages et des économies que le laissez-passer permet de réaliser. »

En effet, en achetant des laissez-passer annuels plutôt que mensuels, chaque employé peut économiser jusqu'à 15 %. De plus, chaque versement mensuel est prélevé directement sur la paie ou par débit en banque préautorisé. Quelques jours après le lancement officiel du

programme par le ministre de TPSGC, Scott Brison, des centaines de fonctionnaires s'étaient déjà inscrits. Comme les transports constituent la plus importante source de gaz à effet de serre au pays, il est logique qu'il soit une priorité. Chaque autobus rempli équivaut à 40 voitures de moins sur la route à l'heure de pointe. Cela se traduit aussi par une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 175 tonnes par année.

TPSGC a mérité l'honneur d'être le premier à participer au programme en raison du rôle de soutien qu'il a joué dans le cadre du projet pilote en 2003. Neuf cents employés de quatre autres ministères et organismes (Environnement Canada, Ressources naturelles Canada, Transports Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada) ont participé à cet essai, dirigé par Transports Canada.

Une équipe de la rémunération de la Direction générale des finances, de la comptabilité, de la gestion bancaire et de la rémunération de TPSGC a supervisé le processus de retenues sur la paie dans le cadre du projet pilote en collaborant étroitement avec les ministères et les sociétés de transport participants. Cette équipe

continuera d'appuyer le programme tout au long de son élargissement graduel visant à inclure plus de fonctionnaires.

« Cette situation est bénéfique à l'environnement, aux employés et aux sociétés de transport participantes » explique Jean-C. Lapierre, ministre des Transports.

Le programme appuie un certain nombre d'initiatives du gouvernement du Canada, dont le Défi d'une tonne et l'initiative fédérale Prêcher par l'exemple, qui renforcent l'engagement du gouvernement de faire preuve de leadership dans l'écologisation de ses propres activités. En bout de ligne, en réduisant massivement les émissions, le programme aidera également le Canada à respecter ses obligations dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Pour plus de renseignements concernant le Programme de laissez-passer pour les transports en commun du gouvernement du Canada, veuillez visiter le site Web <http://publiservice.gc.ca/services/transit/>



Le ministre de TPSGC, Scott Brison, n'a pas tardé à participer au Programme de laissez-passer pour les transports en commun.

Le programme est un des nombreux moyens mis en œuvre par le GC pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour écologiser ses propres opérations.

UN PARTENARIAT

marque un nouveau chapitre en matière de service

Il est maintenant plus facile que jamais de mettre la main sur les publications du gouvernement du Canada. En effet, les Éditions et le Programme de dépôt (ÉPD) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et le gouvernement de l'Ontario ont uni leurs efforts afin que la population canadienne ait accès aux publications du gouvernement du Canada.

Les deux ordres de gouvernement font déjà la vente réciproque de leurs publications les plus en demande sur leurs sites Web respectifs de commerce électronique et par le biais de leurs centres d'appels. Et maintenant, les librairies du gouvernement provincial situées à Ottawa et à Toronto viennent d'être transformées en guichets uniques, où l'on trouve à la fois les publications du gouvernement du Canada et celles du gouvernement de l'Ontario.

« Cette approche est axée sur la clientèle », déclare Allan Macdonald, gestionnaire principal de Publications Ontario. « La population veut obtenir de l'information et ne sait pas toujours où la trouver. On lui facilite donc beaucoup la tâche en lui offrant tout au même endroit, c'est-à-dire les

publications du gouvernement de l'Ontario et celles du gouvernement du Canada. »

« Les Éditions et le Programme de dépôt sont toujours à la recherche de façons plus novatrices de fournir l'information du gouvernement fédéral à la population canadienne, ainsi que d'occasions visant à augmenter le service en personne », explique Christine Leduc, directrice intérimaire à la ÉPD. « En établissant ce partenariat avec Publications Ontario, nous avons ajouté deux points de vente au détail dans les plus grandes villes de l'Ontario. »

Ce partenariat dans le domaine des publications est un autre exemple des liens solides que TPSGC établit avec différents ordres de gouvernement dans le but d'améliorer les services fournis à tous les Canadiens et toutes les Canadiennes. De plus, ce partenariat permet de rationaliser les opérations et d'accroître la visibilité des publications gouvernementales. Cette pratique convient parfaitement au gouvernement de l'Ontario. « L'étroite collaboration entre les deux ordres de gouvernement

permet de rendre l'accès à l'information gouvernementale beaucoup plus facile et efficace », précise M. MacDonald.

TPSGC a l'intention de s'entretenir avec les autres provinces concernant le modèle mis au point avec l'Ontario, afin d'améliorer davantage l'accès des Canadiens et des Canadiennes à l'information.

Pour plus de renseignements sur les publications du gouvernement du Canada, veuillez visiter notre site Web à publications.gc.ca. Vous pouvez visiter également l'un des deux bureaux de Publications Ontario au 161, rue Elgin (Ottawa) ou au 880, Bay Street (Toronto).

Les librairies du gouvernement de l'Ontario situées à Toronto et à Ottawa aident à répondre à la forte demande de publications du GC.



Les Amis des troupes canadiennes du maintien de la paix

Saviez-vous que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), le ministère de la Défense nationale (MDN) et des milliers d'élèves canadiens travaillent de concert pour remonter le moral des troupes des Forces canadiennes (FC) en mission outre-mer?

Par l'intermédiaire de l'initiative Les Amis des troupes canadiennes du maintien de la paix, des élèves de tous les coins du pays dessinent des cartes postales sur lesquelles ils rédigent des messages destinés aux troupes des FC qui sont en service à l'étranger. Ces bons vœux visent à remonter le moral des soldats qui participent aux opérations des FC, notamment en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, sur le plateau du Golan et dans d'autres pays. Des bénévoles, employés de TPSGC et du MDN, coordonnent de façon bénévole cette initiative, et les deux ministères partagent les faibles coûts d'impression des cartes.

« Grâce aux cartes postales, les soldats en service outre-mer savent que la population canadienne pense à eux. En outre, ce programme permet aux élèves d'en apprendre plus sur le rôle du Canada

en matière de maintien de la paix », précise M. Samir Moussa, gestionnaire de projet à TPSGC, qui a lancé cette initiative en 1994.

Après que les élèves ont envoyé leurs cartes postales, on tient une cérémonie spéciale à l'école. Un représentant des FC, qui a déjà servi outre-mer, rencontre les enfants, les remercie de leurs mots d'encouragement et répond à leurs questions sur les opérations du maintien de la paix.

« Au fil des ans, le nombre d'écoles participantes et de cartes postales s'est accru. En 2005, on prévoit envoyer au moins 5 000 cartes postales aux troupes des FC », ajoute M. Moussa.

Ce programme bat son plein durant les Fêtes, mais il se poursuit tout au long de l'année. M. Moussa gère l'initiative depuis la capitale nationale, où dix écoles, privées et publiques, ont participé au programme au cours de la récente période des Fêtes.

Pour M. Moussa, rien n'est plus touchant que de voir le regard d'admiration des élèves qui chantent

l'hymne national, pendant que des visiteurs des FC saluent le drapeau canadien. « C'est beaucoup de travail, mais de visiter les écoles et de voir l'initiative aller bon train me revigore toujours », explique M. Moussa.

« TPSGC et les troupes des FC ont quelque chose en commun. Nous sommes des constructeurs de pays. Nous tentons de construire un monde meilleur, ici et à l'étranger » précise-t-il.

Des cartes postales conçues par les élèves sont affichées sur le site, à l'adresse : http://www.forces.gc.ca/site/gallery/postcards/index_f.asp.

Pour obtenir plus de renseignements sur Les Amis des troupes canadiennes du maintien de la paix, communiquez avec M. Samir Moussa par courriel à samir.moussa@tpsgc.gc.ca, ou par téléphone au (613) 991-9986.

À gauche, une élève de l'école primaire St. Thomas More d'Ottawa est fière de montrer sa carte personnalisée au major Bourassa du MDN et à Samir Moussa de TPSGC.

Ci-dessous, les troupes canadiennes du maintien de la paix à Kaboul, en Afghanistan, ont fait prendre cette photo et l'ont envoyée au Canada pour témoigner de leur reconnaissance pour les nombreux souhaits chaleureux qu'ils ont reçus de la mère patrie dans le cadre de la campagne.



Des enfants d'un océan à l'autre envoient des cartes postales colorées et personnalisées comme celles-ci pour remonter le moral des troupes en mission à l'étranger.



Brianna de l'école catholique Elmridge, Ottawa (Ontario)



Emilie de l'école primaire Dunrae Gardens, Montréal (Québec)



Barbara de l'école catholique Elmridge, Ottawa (Ontario)



Madison de l'école NDA, Chéticamp (Nouvelle-Écosse)

Le savoir-faire de TPSGC

Les chevaux du Carrousel du Canada, de renommée mondiale, sont maintenant logés dans un endroit plus sécuritaire et plus confortable grâce aux travaux de modernisation effectués au Détachement des remontes de la Gendarmerie royale du Canada, situé à Pakenham, en Ontario. Cette ferme de 140 hectares, où sont élevés ces fameux chevaux, est située au beau milieu des espaces verts de la vallée de l'Outaouais.

Depuis que l'installation a ouvert ses portes en 1968, la pression constante des sabots des chevaux sur le sol mal nivelé de l'enclos a eu pour effet de recouvrir le sol d'une couche de terre battue, empêchant ainsi le drainage de l'eau de pluie. La boue s'est ensuite accumulée à un point tel que les chevaux pouvaient à peine marcher dans l'enclos. Cette situation était très inquiétante, car les juments du Carrousel ont besoin de faire le plus d'exercice possible pour faciliter la grossesse et donner naissance à leurs poulains.

La GRC a demandé l'expertise de TPSGC pour remédier à cette situation et pour régler d'autres problèmes concernant l'installation. « Notre équipe chargée des biens immobiliers s'est occupée de la conception, de la construction et de la gestion du projet », a déclaré Ursula Ruppert, directrice générale de la direction générale des biens immobiliers de TPSGC. « TPSGC a modernisé la capacité de drainage de l'enclos, tout en veillant à ce que les sources d'eau situées tout près ne soient pas touchées par les travaux de modernisation. »



De quoi plaire aux chevaux les plus célèbres du Canada

La portée des travaux incluait la modification de l'enclos et la réfection de la route d'accès menant à l'installation, ainsi que des travaux d'aménagement paysager. TPSGC a été si efficace que les travaux ont été exécutés en moins de temps que prévu.

Le nouvel abri que TPSGC a construit pour les chevaux est l'un des changements les plus visibles qui a été apporté aux installations. Cet abri, d'une conception moderne et plus durable que l'ancienne installation, permet aux chevaux de se protéger contre les intempéries.

« TPSGC a assuré la réussite du projet, car il a été bien géré », déclare Marc Beaudoin, directeur, Gestion de l'environnement et normes techniques, GRC. « Nous avons été très impressionnés par la capacité de TPSGC de coordonner des travaux de modernisation aussi importants. »

Il s'agit d'un des nombreux projets où TPSGC et la GRC ont collaboré

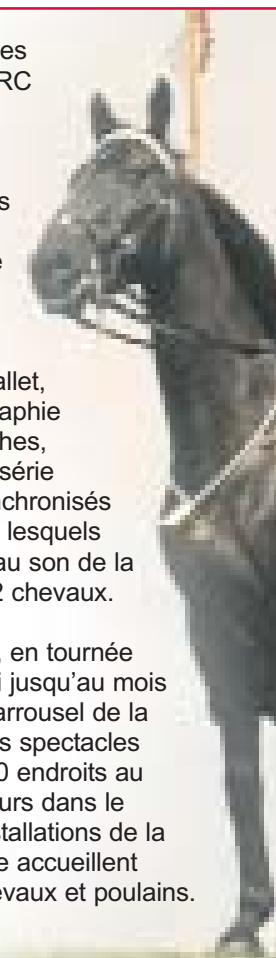
ensemble. L'année dernière, par exemple, une équipe composée d'employés de TPSGC et de la GRC a été mise sur pied pour construire un détachement de police de la GRC, en Nouvelle-Écosse. Les deux organisations ont également collaboré ensemble pour protéger la collecte d'informations en ligne.

« Ces partenariats permettent d'établir des relations fondées sur la confiance et la bonne volonté » déclare Henry Sano, de TPSGC, directeur général intérimaire, Services à la clientèle pour le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile. « Nous sommes heureux de faire profiter la GRC de notre expertise pour qu'elle puisse s'occuper de la protection et de la sécurité de la population. »

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Henry Sano, par courriel à Henry.Sano@tpsgc.gc.ca, ou par téléphone au (819) 775-5517.

Depuis 1887, des agents de la GRC ainsi que leurs chevaux bien entraînés ont divertis les foules avec leur présentation de figures et de mouvements complexes. Ce spectacle de ballet, dont la chorégraphie est des plus riches, comprend une série d'exercices synchronisés de la cavalerie, lesquels sont exécutés au son de la musique par 32 chevaux.

Chaque année, en tournée du mois de mai jusqu'au mois d'octobre, le Carrousel de la GRC donne des spectacles dans plus de 50 endroits au Canada et ailleurs dans le monde. Les installations de la ferme d'élevage accueillent quelque 80 chevaux et poulains.



Les travaux de modernisation de TPSGC effectués au Détachement des remontes de la GRC, notamment un projet d'excavation majeur dans les endroits avoisinants l'enclos et le nouvel abri des chevaux.



Photos de chevaux et de cavaliers, gracieuseté des Relations publiques de la GRC

Une nouvelle ère placée sous le signe de l'accessibilité

L'entrée de cet immeuble de briques et de pierres calcaires est large et suit une pente douce qui se termine devant des portes automatiques à air comprimé. À l'intérieur, il est facile de distinguer les divers éléments du décor : les différences de couleurs et de textures des matériaux de finition signalent clairement les frontières entre les murs et les planchers ainsi qu'entre les escaliers. Dans les ascenseurs, les boutons sont un peu plus gros et font saillie de façon un peu plus importante qu'à l'accoutumée, et une tonalité modérée annonce chaque étage.

Ce ne sont là que quelques-unes des particularités de conception qui font du centre d'apprentissage Michelle-Comeau un immeuble d'avant-garde en matière d'accessibilité, c'est-à-dire qu'il est facile pour des personnes handicapées (des personnes aveugles aux personnes à mobilité réduite) d'y entrer et de s'y déplacer, tout en étant suffisamment attrayant pour que ses composantes accessibles soient à peine visibles.

Au début, Michael Coll, le gestionnaire du projet nommé par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

(TPSGC), devait accomplir un travail herculéen. En effet, son équipe devait transformer un immeuble patrimonial dont il ne restait que les murs et qui datait de la fin du XIX^e siècle en une installation de formation complètement accessible et à la fine pointe de la technologie. Situé sur la Ferme expérimentale à Ottawa, ce centre était destiné aux employés d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC). L'équipe a eu recours à la toute dernière technique visant à rendre les immeubles accessibles : la conception universelle.

« Cette pratique consiste à rendre des immeubles universellement accessibles en incorporant, de façon harmonieuse, des éléments d'accessibilité à la conception. Il y a énormément d'éléments de conception pour toutes sortes de handicaps, mais ils ne sont pas immédiatement visibles », explique M. Coll.

La conception universelle représente également un niveau d'intégration tout à fait nouveau, et démontre que nous avons progressé par rapport aux approches précédentes, dans le cadre desquelles on séparait les éléments d'accessibilité par des entrées distinctes et des toilettes

Le Centre d'apprentissage Michelle-Comeau est un centre ultramoderne et un édifice du patrimoine restauré qui est situé sur la Ferme expérimentale à Ottawa.

unisexes pour les personnes handicapées. Ces toilettes sont d'ailleurs absentes du centre et ont été remplacées par des éléments visant à améliorer l'accessibilité, comme des rampes, qui sont intégrés à toutes les toilettes.

« L'entrée principale, les salles de formation, les locaux à bureaux, les toilettes, les cuisinettes et les espaces publics sont accessibles à tout le monde, quelles que soient leurs capacités », affirme M. Coll.

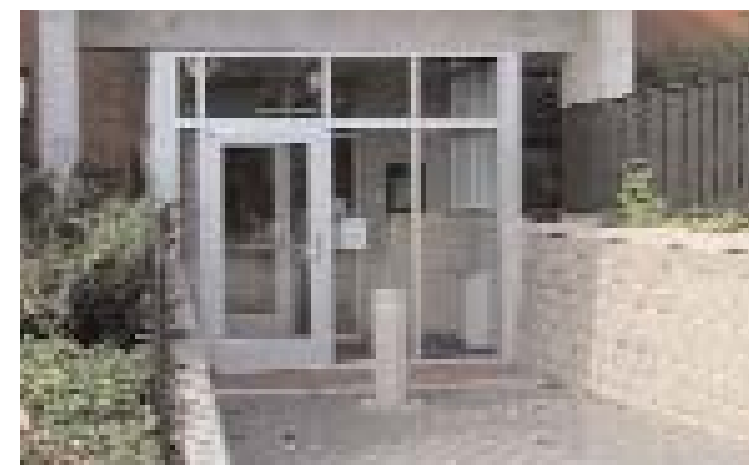
Parmi les autres éléments propres au centre, citons les rampes ininterrompues dans les corridors, les postes de travail faciles à configurer et les cintres placés à une hauteur facile d'accès pour les personnes en fauteuil roulant. On a même pensé aux objets fixés au mur : les avertisseurs manuels d'incendie sont placés plus bas, afin d'être accessibles aux personnes en fauteuil roulant.

Les efforts de l'équipe ont été reconnus par la Ville d'Ottawa. En effet, en décembre 2004, le maire d'Ottawa, Bob Chiarelli, a décerné le Prix de l'accessibilité intégrale de la Ville d'Ottawa à TPSGC et à l'équipe de spécialistes. Cette même équipe a également reçu un prix de conservation architecturale de la Ville d'Ottawa pour souligner ses efforts en vue de remettre en état l'immeuble qui date de 1899.

Le maire Chiarelli a louangé le milieu de travail universel et entièrement inclusif, le définissant comme « une réussite remarquable ». Il a ajouté qu'il était encore plus impressionné par le fait que cette conception impressionnante a pu être mise en place dans un immeuble patrimonial comportant des difficultés du point de vue architectural.

La réussite de ce projet a été soulignée par l'ajout d'une plaque permanente à l'hôtel de ville d'Ottawa.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Michael Coll à Michael.Coll@tpsgc.gc.ca, ou au (613) 775-7231.



Le maire d'Ottawa, Bob Chiarelli (à droite) a présenté le prix de l'accessibilité intégrale de la ville d'Ottawa à une équipe de conception dans le cadre des célébrations de la Journée internationale des personnes handicapées des Nations Unies, en décembre 2004.

Michelle-Comeau, une ancienne sous-ministre déléguée, était reconnue pour son leadership en matière de questions liées aux ressources humaines, comme la formation, le perfectionnement et l'accessibilité. Le centre d'apprentissage est dédié à sa mémoire.

Le Musée canadien de la guerre et le Parlement unis par le cuivre

Gâce à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), plus de 500 mètres carrés du cuivre qui, dans le passé, enjolivait le toit de la Bibliothèque du Parlement, soit l'un des monuments les plus vieux et les plus célèbres au Canada, ornent maintenant le tout nouveau Musée canadien de la guerre.

Le cuivre du toit de la Bibliothèque, qui, après 50 années à cet endroit, est recouvert d'une magnifique patine, devait être remplacé dans le cadre d'importants travaux de rénovation continus qui ont débuté en 2002. Au début de l'étape de la planification, l'équipe de TPSGC chargée du projet de la Bibliothèque du Parlement s'est rendue compte qu'un jour, la toiture en cuivre pourrait être réutilisée dans un contexte historique approprié et elle l'a entreposée en lieu sûr. Lorsque l'équipe a appris qu'on prévoyait construire le Musée canadien de la guerre, elle savait qu'il s'agissait de l'occasion attendue. Le cuivre, qui a une valeur historique, cadrait

parfaitement avec la mission d'information, de préservation et de souvenir du Musée.

Le cuivre sert maintenant de décoration à différents endroits dans le Musée, notamment le hall d'entrée et un mur complet de la galerie LeBreton, où se trouvent les plus gros artefacts du Musée.

« La réutilisation du cuivre provenant d'un des importants trésors architecturaux de notre pays nous permet de conserver un lien avec notre passé, que les Canadiens et les Canadiennes seront en mesure d'apprécier pendant les générations à venir », a déclaré Scott Brison, ministre de TPSGC.

« L'utilisation importante de ce cuivre souligne le lien symbolique entre le Parlement du Canada et le Musée canadien de la guerre », a expliqué Victor Rabinovitch, président-directeur général de la Société du Musée canadien des civilisations. « La démocratie, incarnée par le Parlement, a contribué à façonner notre identité nationale, tout comme l'ont fait nos

engagements militaires au cours de l'histoire. »

« Nous sommes très heureux de contribuer à une institution dédiée à la préservation d'un élément essentiel de l'héritage culturel de notre pays », a souligné David Marshall, sous-ministre de TPSGC.

L'ouverture officielle du Musée aura lieu le 8 mai 2005, soit le jour du 60^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale menée en Europe. Le Musée comprendra plus de 500 000 artefacts et rendra compte de plus de 5 000 années d'histoire.

Pour obtenir plus de renseignements sur le projet de conservation, de restauration et de modernisation de la Bibliothèque du Parlement, veuillez visiter le site Web www.collineduparlement.gc.ca ou communiquer avec Mary Soper, directrice de projet, au (819) 775-7307.

Pour obtenir plus de renseignements sur le nouveau Musée canadien de la guerre, veuillez visiter le site Web à l'adresse suivante : www.museedelaguerre.ca.



Le sous-ministre de TPSGC, David Marshall (à gauche), a recommandé le don du cuivre de la Bibliothèque du Parlement historique au nouveau Musée canadien de la guerre. Le cuivre orne divers endroits à l'intérieur du musée, y compris un mur complet d'une grande salle d'artefacts où se trouvent des avions de guerre (ci-dessous).

